



La Chine face au monde d'après

Philippe Le Corre

► To cite this version:

Philippe Le Corre. La Chine face au monde d'après. La Chine face au monde d'après, 2021. hal-03110087

HAL Id: hal-03110087

<https://hal.science/hal-03110087>

Submitted on 12 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA CHINE FACE AU MONDE D'APRÈS

Philippe LE CORRE

La Chine semble avoir rapidement jugulé la crise sanitaire et relancé son économie. Mais il faut y regarder de plus près. Les grands projets marquent le pas, tandis qu'en dépit des efforts de relations publiques, l'image de la Chine ne cesse de se dégrader dans l'opinion occidentale. Même si la population continue de faire confiance aux autorités pour le gouvernement domestique, les ambitions étrangères reçoivent moins d'assentiment.

Pour le Parti communiste chinois (PCC), les mois de janvier et février 2020 comportaient tous les ingrédients d'une situation explosive sur le plan interne. Peu avant les vacances du Nouvel An lunaire, l'épidémie due au virus Sras-CoV-2 venait d'éclater à Wuhan, capitale de la province centrale du Hubei, faisant des milliers de victimes et obligeant les autorités à confiner plus de soixante millions de personnes dans des conditions particulièrement strictes¹. En février, alors que la crise sanitaire prenait des proportions sans équivalent dans le pays depuis l'ouverture économique de 1979, certains commençaient à douter de la capacité du Parti – dirigé, depuis huit ans, par un Secrétaire général tout-puissant, Xi Jinping – à gérer la pandémie qui, dès la fin février, atteignit rapidement l'Europe, puis le reste du monde.

Un an plus tard, le régime chinois se présente sous un tout autre visage. Celui d'un pouvoir solide ayant vaincu la pandémie et capable de redonner espoir à près d'1,4 milliard de Chinois. Les médias claironnent les succès de la nation. La direction du PCC semble consolidée.

1. Lire, à ce sujet, Fang Fang, *Wuhan, ville close*, Stock, « La cosmopolite », 2020.

Même s'il demeure impossible de connaître le nombre exact de victimes de la Covid-19 en Chine, en raison de l'absence totale de transparence, les défenseurs du régime ont beau jeu de comparer la situation chinoise

« **Les défenseurs du régime
ont beau jeu de comparer
la situation chinoise avec celles
des démocraties occidentales** »

avec celles des démocraties occidentales, notamment les États-Unis, touchés de plein fouet par la pandémie. En Chine, les confinements répétés, les assignations à résidence sans transgressions possibles, la fermeture

quasi totale des frontières, ont incontestablement eu raison de la pandémie. Et, malgré l'accroissement de la surveillance étatique et policière sur les individus au fil des mois de 2020, ces résultats se reflètent favorablement sur l'image intérieure du PCC. Or cette « légitimité » est le but unique recherché par les héritiers de la Longue Marche, obnubilés par leur maintien au pouvoir et la justification d'un système marxiste-léniniste à la chinoise, teinté de capitalisme étatique².

La Chine de Xi Jinping depuis 2017

Xi Jinping est devenu Secrétaire général du PCC en octobre 2012, puis président de la République populaire de Chine, en mars 2013. Porté au pouvoir par les caciques d'un parti se sachant aux abois au rythme de l'internationalisation rapide de l'économie, il a peu à peu donné une nouvelle direction politique. Appréciée d'une partie de la population excédée par la corruption endémique des années 1990-2000, la campagne anticorruption des premières années de son quasi-règne (2013-2016) lui permit d'abord d'écarter nombre de rivaux politiques et notamment tous ceux qui pouvaient potentiellement porter atteinte à son pouvoir. En 2013, le PCC publiait le « Document numéro 9 », un texte confidentiel à l'intention de toutes les instances du Parti et de l'État, mettant en garde contre « les fausses tendances, positions et activités idéologiques », en clair les idées démocratiques ou « valeurs universelles » en mesure de porter atteinte à la toute-puissance du Parti³.

2. Sulmaan Wasif Khan, *Haunted by chaos. China's grand strategy from Mao Zedong to Xi Jinping*, Harvard University Press, 2018.

3. « Document 9 : A ChinaFile Translation », *Mingjing magazine*, 8 novembre 2013, consultable sur www.chinafile.com (traduction de Ph. Le Corre).

Muni d'un tel mandat, le PCC était en ordre de marche au moment de l'élection du nouveau Président américain, en novembre 2016. Après avoir tressé quelques lauriers à Donald Trump, un homme d'affaires supposé au départ plus malléable qu'Hillary Clinton, le régime chinois eut vite fait de déchanter lorsque celui-ci prit au téléphone la présidente de Taïwan Tsai Ing-wen, empressée de le féliciter pour son élection. Située à 180 kilomètres du continent chinois, l'île rebelle demeure un enjeu stratégique de premier plan pour le PCC qui menace régulièrement d'en reprendre le contrôle au cas où celle-ci déclarerait son indépendance. La Chine tente en permanence de réduire la marge d'action de Taïwan, et tout rapprochement avec des États entretenant des relations diplomatiques avec Pékin est immédiatement dénoncé.

Dans la capitale chinoise, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis avait été accueillie par un PCC goguenard qui mit en avant sa propre préférence pour le « multilatéralisme », tout en continuant d'exprimer ses insatisfactions vis-à-vis des institutions internationales (en particulier celles de Bretton Woods⁴), modelées par l'Occident depuis 1945. Le discours unilatéraliste de Trump (« *America First* ») et son peu d'appétence pour la gouvernance internationale ont en fait offert une occasion unique à la Chine de pousser ses pions.

Invité d'honneur du forum de Davos (Suisse), en janvier 2017, Xi Jinping exultait de fierté devant un aréopage de chefs de gouvernement et dirigeants d'entreprises attentifs et déclarait que « les problèmes du monde ne sont pas causés par la mondialisation⁵ ».

La mondialisation, la Chine en a justement été la grande bénéficiaire depuis trente ans puisqu'elle est aujourd'hui le premier pays du monde pour le produit intérieur brut (PIB) à parité de pouvoir d'achat (23 120 milliards de dollars), devant les États-Unis. Elle a connu une forte croissance jusqu'en 2019, fournissant par exemple, de 2000 à 2010, 33 % de la croissance mondiale en valeur absolue. Or l'année 2020 lui a cependant apporté nombre de contrariétés :

- Même si l'épidémie y a été conjuguée de façon radicale, la manière dont le pays a géré la pandémie au plan international, en instrumentalisant les envois de matériel médical, a eu incontestablement

4. Banque mondiale et Fonds monétaire international (FMI).

5. « Xi Jinping's keynote speech at the World Economic Forum », 6 avril 2017, sur www.china.org.cn/node_7247529/content_40569136.htm

des effets néfastes sur l'image de la Chine à l'extérieur du pays, en particulier dans les démocraties⁶. Un sondage Ipsos, réalisé à la fin de 2020 pour le Forum sur la sécurité internationale de Halifax (Canada), indique que l'opinion des populations des démocraties occidentales vis-à-vis de la Chine s'est gravement détériorée depuis 2017, passant de 58 % à 42 % d'opinions positives⁷.

Une autre étude réalisée pour le compte d'un réseau d'instituts de recherche européen, dont l'Institut français des relations internationales (Ifri), précise que les opinions publiques de dix pays européens, sur les treize étudiés, avaient désormais une image détériorée de la Chine. C'est notamment le cas de la Suède, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la République tchèque. Selon cette enquête, deux tiers des Britanniques indiquent que leur opinion de la Chine s'est dégradée depuis trois ans⁸. La situation à Hong Kong, Région administrative spéciale chinoise qui s'est vu imposer en 2020 une nouvelle loi sur la sécurité nationale, en dépit de la formule « un pays, deux systèmes » et de la déclaration sino-britannique de 1984, est en grande partie responsable de cette évolution auprès des Britanniques. Toutefois, selon ces études, la dégradation de l'image de la Chine auprès des opinions publiques occidentales est également due à un ensemble de raisons, allant de la situation des droits de l'homme dans la région autonome du Xinjiang aux restrictions de la liberté de la presse, en passant par les relations détériorées avec de nombreux pays⁹. En particulier, l'émergence des « *wolf warrior diplomats* » (« diplomates loups guerriers¹⁰ »), dont les actions sont à l'évidence soutenues par le pouvoir central de Pékin, a provoqué une réaction contreproductive¹¹. L'offensive soudaine de

6. Ph. Le Corre, « Non, le Coronavirus ne favorise pas (encore) la montée d'un sentiment pro-Chine en Europe », *The Conversation*, 13 avril 2020, sur <https://theconversation.com/fr>

7. Pays interrogés : États-Unis, Canada, France, Allemagne, Royaume-Uni, Japon, Corée du Sud, Australie. Voir Robin Shepherd, « Chine contre démocratie : "le plus Grand Jeu" », *HFX*, novembre 2020, sur <https://halifaxtheforum.org/china-handbook/fr/>

8. Institut français des relations internationales (Ifri), « Les opinions publiques européennes à l'égard de la Chine au temps de la Covid-19 : différences et points communs à travers le continent », 16 novembre 2020 sur www.ifri.org/fr/publications

9. Citons le Canada, depuis l'arrestation en 2018 à Vancouver de Meng Wanzhou, la fille du fondateur de Huawei ; l'Inde, avec laquelle les conflits territoriaux ont donné lieu à une altercation sanglante avec l'Armée populaire de libération (APL) en juin 2020 dans la région de Galwan ; l'Australie, régulièrement décriée par Pékin pour avoir officiellement condamné les tentatives d'influence par des groupes proches du PCC au sein même de la classe politique australienne.

10. *Wolf Warrior*, film de Wu Jin, 2015. Voir aussi Jessica Brandt et Bret Schafer, « How China's "wolf warrior" diplomats use and abuse Twitter », *Brookings*, 28 octobre 2020, sur www.brookings.edu

11. Anne-Marie Brady, « China's new wolf warrior diplomacy is a maoist resurrection », *The Sydney Morning Herald*, 16 novembre 2020, sur www.smh.com.au

ces diplomates¹² sur Twitter, Facebook ou YouTube a été d'autant plus surprenante que ces mêmes médias sociaux sont proscrits en Chine. En cherchant à influencer les opinions publiques occidentales en pleine crise sanitaire, la Chine a commis une erreur¹³.

• La croissance mondiale est en forte baisse et celle du produit intérieur brut (PIB) chinois plafonnera sans doute autour de 2 % de hausse pour 2020, alors qu'elle était encore de 6 % en 2019 (avec néanmoins une chute historique de 6,8 % au premier semestre 2020). Certes, l'activité économique est repartie plus vite que dans beaucoup d'autres pays, mais les exportations chinoises restent inférieures aux dernières années et les importations sont en chute libre, ce qui accroît d'autant le déficit commercial avec le reste du monde. La consommation chinoise demeure largement insuffisante. Les ventes de détail, principal indicateur de cette dernière, étaient encore en baisse de 1,8 % en juin 2020, sur un an (-11,4 % sur le premier semestre)¹⁴.

« Sur le plan diplomatique, les Européens n'ont pas cédé aux sirènes chinoises »

• Sur le plan diplomatique, les Européens n'ont pas cédé aux sirènes chinoises lancées dès le printemps 2020, y compris par les responsables Yang Jiechi et Wang Yi¹⁵, respectivement membre du Bureau politique chargé des affaires internationales et ministre des Affaires étrangères. Ces derniers furent dépêchés en septembre dans sept pays d'Europe (France, Allemagne, Norvège, Italie, Pays-Bas, Grèce et Espagne) pour tenter d'amadouer des gouvernements échaudés par une année 2020 marquée par la Covid-19 et ses conséquences, ainsi que par une campagne de propagande chinoise dans plusieurs pays occidentaux vantant la générosité chinoise, voire la meilleure efficacité du système chinois par rapport à celle des démocraties européennes. Le sommet (virtuel) entre la Chine et l'Union européenne (UE) du 14 septembre, entre la chancelière Angela Merkel, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le

12. Tels Zhao Lijian, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, très actif sur Twitter.

13. Brice Pedroletti, « L'image de la Chine est "négative" en France, à droite comme à gauche », *Le Monde*, 24 novembre 2020, sur www.lemonde.fr

14. Frédéric Schaeffer, « La Chine, première grande économie à renouer avec la croissance », *Les Échos*, 16 juillet 2020, sur www.lesechos.fr

15. John Ferguson et Philippe Le Corre, « China's diplomatic duo fails to engineer a successful summit with Europe », *The National Interest*, 21 septembre 2020, sur <https://nationalinterest.org/>

président Xi Jinping, n'eut finalement aucun résultat concret¹⁶. Les questions de propriété intellectuelle, de réciprocité et d'accès au marché chinois pour les entreprises européennes semblent progresser lentement, y compris l'accord d'investissement entre l'UE et la Chine, dont la Chancelière allemande avait pourtant fait son cheval de bataille pour sa présidence du Conseil européen, au deuxième semestre 2020.

- Ô combien symbolique dans un contexte de guerre technologique flagrante entre Pékin et Washington, la percée de groupes chinois comme Huawei et ZTE (Zhongxing Telecommunication Equipment) semble freinée après les annonces de nombreux gouvernements concernant la construction d'infrastructures de télécommunication pour la technologie 5G, à la suite d'une mobilisation sans précédent des États-Unis et de leurs alliés (Australie, Canada, Europe, etc.).

- Les grands projets chinois, tels que les « nouvelles routes de la soie » (Belt and Road Initiative, BRI), ont dû marquer le pas en raison de la pandémie. Dans un grand nombre de cas, Pékin a dû annoncer le gel de la dette de pays récipiendaires de projets des BRI. Quant aux investissements chinois dans les infrastructures, ils sont en chute libre depuis le début de l'année, à quelques exceptions près, notamment dans les Balkans¹⁷. Contrairement à la crise financière de 2008, les investisseurs chinois ne semblent pas pressés de saisir les occasions économiques de la crise.

- L'ancien vice-président démocrate Joe Biden, qui entend restaurer une gouvernance normale à Washington et dans les relations internationales, a été élu Président par les Américains. Il prendra ses fonctions le 20 janvier 2021 avec une politique tout aussi critique de la Chine que son prédécesseur, en ayant à cœur de rassembler les démocraties occidentales, notamment vis-à-vis de la montée en puissance de la Chine¹⁸. Le dialogue transatlantique sur ce sujet va s'accroître. De même, les États-Unis poursuivront leurs démonstrations de force en Indo-Pacifique dans le cadre du « Quad » (États-Unis, Australie, Inde et Japon), visant à contourner la Chine. Tout porte à croire que

16. Ph. Le Corre, « China's challenging year in Europe », *Echo Wall*, 10 novembre 2020, sur www.echo-wall.eu

17. Rebecca Arcesati, Thilo Hanemann, Mikko Huotari et Agatha Kratz, « Chinese FDI in Europe : 2019 Update », *Mercator Institute for Chinese Studies*, 8 avril 2020, sur <https://merics.org/en>

18. Andrea Kendall-Taylor, Carisa Nietzsche, Ellison Laskowski et Julianne Smith, « Charting a transatlantic course to address China », *The German Marshall Fund of the United States (GMF)*, 20 octobre 2020, en PDF sur www.gmfus.org

Washington cherchera aussi à signer des accords commerciaux avec différents pays d'Asie, peut-être en relançant le Partenariat transpacifique (Trans-Pacific Partnership, TPP).

Le Parti en marche vers 2022

En dépit de ces possibles déconvenues, les membres du Comité central du PCC, tous dévoués au Secrétaire général, se sont réunis en novembre 2020 à huis clos à l'occasion du cinquième plénum – le conclave stratégique de l'année – et ont approuvé sans surprise le nouveau plan quinquennal (2021-2025), mais aussi un ambitieux programme pour les quinze ans prochains. Il n'est plus question ici d'un plan « *made in China 2025*¹⁹ », dont l'objectif affiché était de faire passer la Chine d'une industrie manufacturière à un champion dans des secteurs clés tels que la robotique, la biotechnologie, la recherche médicale, l'aérien, les voitures électriques et surtout les technologies de l'information – à l'aide de transferts de technologie et d'aides étatiques. « Vision 2035 », la nouvelle stratégie, vise à faire de la Chine une économie digitale basée sur les services et la technologie. Les investissements étatiques joueront dans ce contexte un rôle non négligeable, ainsi que les grandes entreprises technologiques adoubées par le pouvoir, Tencent, Baidu, Huawei, China Merchants et dans une certaine mesure Alibaba, même si Jack Ma, le fondateur de ce dernier – géant incontestable du *e-commerce* – a subi en novembre une humiliation qui reflète clairement le désir du Parti de sanctionner sa popularité et son succès²⁰.

La pandémie a permis de renforcer le pouvoir de contrôle du Parti et de l'État sur les citoyens chinois. Les discussions et débats, souvent contradictoires, qui existaient sur les médias sociaux (principalement WeChat et Weibo), il y a moins d'une décennie, sont aujourd'hui à

“ La pandémie a permis de renforcer le pouvoir de contrôle du Parti et de l'État sur les citoyens chinois ”

19. Melissa Cyrill, « What is made in China 2025 and why has it made the world so nervous ? », *China Briefing*, 28 décembre 2018, sur www.china-briefing.com

20. En novembre 2020, l'introduction à la bourse de Hong Kong du géant technologique du paiement en ligne Ant Group, émanation d'Alibaba et évalué à 34 milliards de dollars, avait été suspendue unilatéralement. Voir Raymond Zhong, « In halting Ant's IPO, China sends a warning to business », *The New York Times*, 6 novembre 2020, sur www.nytimes.com

l'arrêt sous l'ère Xi Jinping. Ceux qui défièrent le régime en février 2020 pour dénoncer l'autoritarisme ou l'incompétence de certains responsables ont pour la plupart été sanctionnés, à l'image de l'universitaire Xu Zhiyong²¹, arrêté pour la dernière fois en juillet 2020 pour avoir directement critiqué le régime et son chef. En septembre, Ren Zhiqiang, un riche agent immobilier, avait pour sa part été condamné à dix-huit ans de prison²² pour avoir osé critiquer la gestion de la crise de la Covid-19 par les autorités chinoises²³.

L'année 2021 – Année du buffle dans le calendrier lunaire – est l'occasion de brandir à nouveau l'étendard du communisme à la chinoise, lors du centième anniversaire de la naissance du Parti. Dans le prolongement des textes publiés depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, à commencer par les propres livres de ce dernier, les prochains mois seront utilisés pour consolider encore davantage le rôle du PCC comme étant le responsable incontestable de tous les succès chinois depuis sa prise de pouvoir à Pékin, en 1949²⁴. Puis ce sera le vingtième congrès du Parti, à l'automne 2022, où Xi Jinping sera vraisemblablement conforté dans son pouvoir, en obtenant le troisième mandat présidentiel que lui autorise la réforme constitutionnelle votée par l'Assemblée nationale populaire en mars 2018. Potentiellement, s'il réussit à museler les oppositions, le chef du Parti pourrait d'ailleurs prolonger son mandat au-delà de 2027.

Sur le plan intérieur, les succès politiques de Xi Jinping depuis 2012 sont incontestables. La manière dont les autorités ont géré la crise de 2020 à leur avantage illustre le pouvoir du puissant Secrétaire général. Alors que chaque congrès du Parti était autrefois l'apanage des « factions », notamment celle de la Ligue de la jeunesse et celle dite du « clan de Shanghai », qu'en sera-t-il de 2022, puisque tous les membres de la direction actuelle semblent tout dévoués – de manière inédite depuis Mao Zedong – à un seul homme ?

Porté par un nationalisme devenu la condition *sine qua non* de la pérennité du PCC au pouvoir, tout porte à croire que le discours nationaliste et triomphant destiné au grand public se poursuivra. Le

21. « China arrests vocal activist Xu Zhiyong for alleged subversion », *Nikkei Asian Review*, 2 juillet 2020, sur <https://asia.nikkei.com/>

22. Chris Buckley, « China's "Big Cannon" blasted Xi. Now he's been jailed for 18 years », *The New York Times*, 14 octobre 2020, sur www.nytimes.com

23. *Ibidem*.

24. « Over 100 works commemorating the 100th anniversary of the founding of the CPC to be released in 2021 », *Global Times*, 24 septembre 2020, sur www.globaltimes.cn

thème du « rêve chinois », cher à Xi Jinping, semble porteur auprès des Chinois. L'une des rares études indépendantes réalisées par un institut de recherche étranger, chaque année entre 2003 et 2016, le Ash Center for Democratic Governance and Innovation de l'université Harvard, a montré en effet que la population faisait globalement confiance aux autorités centrales, provinciales et locales pour gouverner au plan domestique²⁵.

Reste la question des ambitions planétaires de Xi Jinping, si elles existent. La population chinoise semble plus ambivalente à ce sujet. Le projet BRI correspond parfaitement au récit du Parti – celui d'un régime autoritaire qui protège les populations, leur offre des occasions économiques et s'efforce de faire le bien à travers ce que Xi Jinping appelle « la communauté de destin commun »²⁶.

Mais ce discours ne fait pas l'unanimité en Chine, puisqu'il sous-entend la mise à disposition d'investissements chinois sur plusieurs continents, alors même que la Chine reste – selon sa propre définition – une économie en développement. Le désir de conquête – économique et idéologique – du régime n'est pas forcément un souhait de la population, loin de là.

À l'étranger, rares sont ceux qui s'alignent ouvertement sur un tel modèle. Les opinions divergent entre ceux – bénéficiaires parfois de projets d'infrastructures chinoises qui contribuent à dynamiser leur économie – et ceux, principalement en Occident, qui voient le BRI comme un moyen pour la Chine de développer un nouvel impérialisme²⁷, en s'attirant les bonnes grâces de certains dirigeants.

La confrontation avec les États-Unis semble engagée sur le long terme. Les excès de la présidence Trump ont en grande partie nourri le récit de Xi Jinping depuis 2017 : celui d'un Occident agressif et dominateur qui souhaite « détruire la Chine », alors que cette dernière défend le multilatéralisme.

« La confrontation avec les États-Unis semble engagée sur le long terme »

25. Edward Cunningham, Tony Saich et Jessie Turiel, « Understanding CCP resilience : surveying Chinese public opinion through time », Ash Center for Democratic Governance and Innovation, Harvard Kennedy School, juillet 2020, sur <https://ash.harvard.edu>

26. Zhang Denghua, « The concept of "community of common destiny" in China's diplomacy : meaning, motives and implications », *Asia and The Pacific Policy Studies*, 16 avril 2018, consultable sur <https://onlinelibrary.wiley.com>

27. Jonathan Hillman, *The Emperor's new road : China and the Project of the century*, Yale Books, 2020 ; Nadège Rolland, *China's eurasian century, political and strategic implications of the Belt and Road Initiative*, National Bureau of Asian Research, 2017.

L'heure d'un bras de fer plus rationnel semble toutefois se rapprocher sous l'administration Biden. Côté chinois, le plénum a consolidé un discours quasi guerrier destiné à « armer la Chine » face à ses ennemis – qu'ils soient réels ou imaginaires. L'importance de la technologie est martelée à chacun des discours de Xi Jinping, en référence au « découplage » que l'administration Trump appelait de ses vœux. En l'espèce, l'échec de Huawei à s'installer comme le champion incontestable de la 5G dans les démocraties occidentales a constitué un premier revers pour la Chine post-Covid. L'Australie et les États-Unis avaient donné le ton. Des pays comme le Royaume-Uni, la France, la Suède ou la République tchèque ont clairement fait le choix des constructeurs européens Ericsson et Nokia face aux risques de confier de telles infrastructures à une entreprise chinoise.

L'année 2020 a, par ailleurs, constitué un véritable tournant dans la façon dont les démocraties comprennent l'autoritarisme chinois et son obsession du contrôle par la technologie et la censure. Les velléités chinoises d'influencer les grandes organisations internationales²⁸ et de pousser ses pions sur tous les continents sont devenues évidentes et incitent désormais les gouvernements occidentaux à s'unir. Depuis quelques mois, un dialogue stratégique sur la Chine est désormais en place entre les deux rives de l'Atlantique. Il y a fort à parier qu'il devrait monter en puissance sous l'administration Biden. Pendant la campagne présidentielle, les proches du nouveau Président n'ont eu de cesse d'adresser des signaux aux Européens sur une vision commune quant à l'État de droit, la technologie, les investissements, la cybersécurité ou encore les valeurs universelles. Autant de thèmes qui devraient rapprocher les démocraties à l'ère de la rivalité sino-américaine.

Philippe LE CORRE



Retrouvez le dossier « **La Chine, géant international** »
sur www.revue-etudes.com

28. Organisation des Nations unies (ONU), Organisation mondiale du commerce (OMC) et Organisation mondiale de la santé (OMS).